

Enbat

Une marque territoriale
Pays Basque

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
27 novembre 2008
N° 2055
1,22 €

Michel Larralde

La CFDT :

non

à la CAF à Pau

à la CCI à Bordeaux

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Trouver des solutions

LA campagne de Batera semble s'être enlisée ces derniers temps, ne mobilisant plus l'actualité ni les masses militantes. Étonnant paradoxe que celui de cette plateforme qui, ayant patiemment amassé plus de 35.000 signatures dans les seules Pyrénées-Atlantiques (l'écrasante majorité en Pays Basque), se trouve reléguée au dernier rang des préoccupations.

35.000 noms. 35.000 personnes qui ont apposé leur signature sur un carton où il est demandé qu'une consultation soit réalisée à propos de l'opportunité de créer un département Pays Basque! Dans quel autre territoire peut-on voir cela?

Et en face, rien. Aucune réponse. Un mépris hautain de la part des cadres politiques et administratifs français, à peine masqué par leur silence assourdissant... attendre que le mouvement s'essouffle, que l'actualité détourne les esprits, voilà leur mot d'ordre. Le pari de la montre et de l'immobilisme semble d'ailleurs en passe d'être gagné! Car la fatigue des militants, qui ont beaucoup donné pour que cet exploit soit possible, est en train de prendre le dessus, ajoutée à la frustration de voir que rien ne change malgré tous les efforts. Le tout, couronné par une forte dose de confusion: Batera souffre d'une démobilisation importante car la question institutionnelle apparaît sous un jour nouveau. Le mouvement abertzale, fer de lance de la revendication, est traversé par des questionnements qui remettent en cause la pertinence de l'institution départementale. Le thème de l'autonomie a refait surface, qui a insinué le doute dans de nombreux esprits jusqu'alors préoccupés par la quête des 46.000 signatures. Le monde abertzale, à nouveau divisé sur le sujet, est paralysé, neutralisé. À cela s'ajoute un autre point qui interpelle: la validité de l'institution départementale est remise en cause au niveau national français. Le projet de réforme administrative de l'Hexagone revient régulièrement sur la table et alimente la rumeur persistante de la disparition des départements. Dans ce cas, pourquoi continuer à réclamer la création d'une entité vouée à disparaître?

Fatigue, confusion, frustration... l'on comprend le désar-

roi des militants. Malgré tout, la question fondamentale, celle sur laquelle s'entendent tous ceux qui ont foi en ce territoire et en sa capacité à se prendre en main, reste en suspens. Des milliers, des dizaines de milliers de citoyens réclament une consultation dont le sujet n'est rien de moins que la reconnaissance politico-administrative du Pays Basque. L'institutionnalisation, le recouvrement d'une identité politique réelle dont ont disposé Soule, Basse-Navarre et Labourd durant des siècles, et que la France jacobine leur a retiré au nom du principe si peu respecté d'Égalité juridique, demeure le fond du problème. Voilà ce que réclame une bonne partie de la population, à travers la campagne pour le département.

Et cela, sans le soutien de ses grands élus. Eux repoussent l'idée d'un pouvoir en Pays Basque, le laissant à la merci de décideurs lointains dont Iparralde est le dernier des soucis. Ainsi se retrouvent-ils à protester contre des lignes budgétaires imposées alors qu'ils sont les mêmes à s'opposer systématiquement à toute forme de pouvoir décisionnel pour ce territoire. Quel élu local français refuserait que sa ville ne devienne préfecture ou capitale administrative? Quel élu ne se battrait pas pour obtenir plus de pouvoirs pour sa région? Surtout lorsque ce désir est partagé par des dizaines de milliers de concitoyens et qu'il traverse l'ensemble des sensibilités politiques! Pourrait-on décemment continuer à le qualifier de «responsable»?

Si la question de savoir s'il faut persévérer dans le combat pour le Département n'est pas tranchée, il est certain qu'il est du devoir des abertzale de faire en sorte que cette demande forte de la population ne tombe pas aux oubliettes; la campagne de Batera ne peut pas, ne doit pas être abandonnée. Aux abertzale de faire des propositions nouvelles, évitant les mots qui fâchent ou qui effraient. À nous de faire preuve d'audace en ayant toujours en ligne de mire l'essentiel, notre ambition pour cette terre et pour ses habitants. Si le problème ne peut être résolu en l'abordant de face, il faut alors trouver un moyen de le prendre sous un autre angle ou même de le contourner!

Ipurdia lastoz

BISTAN da gure irakurlearen kilikatzeo ezarri dugula titulu lagunarteko hori. Euskaldun berrientzat (zorionez, hainbertze bada orain gure artean), adiera zehaztuko dugu laburzki: ipurdia lastoz duela erraten zaio zerbait egin beharko zuena ez eginik edo zerbait gaizki egin ondoan kontzientzia lasai ez duenari.

Lapurdikoko herri gotor batean gertatua da hau, 1975ean edo 1976an. Lau-bortz urte lehenago ikastola sortua zen eta hogeita bortz bat haur bazeuzkan jadanik. Gau eskola baten sortzea ere aipu zen, kultura asteak eta abertzale talde bat ere lanean ari zen karraskan. Hots, euskaltzaleen lana hezurmamituz zihoan. Zazpi edo zortzi urtetan egiten den Komunione ttikia edo lehen Jaun hartzea, apailatzen hasiak ziren parropan. Gure irakurleek badakikete, bertez alor guzietan bezalaxe, elizaren baitan ere euskararen alde-rako lana eta borroka eramaki dela etengabe Euskal Herrian. Eta huna non gurasoak biltzen diren komunione eguneko elizkizunaz hitzegiteko: zenbat euskaraz egin eta holako... Baina, euskaltzaleak usaian baino indartsuago agerturik-edo, ez zuten adostasunik lortu ahal izan bilkura hartan.

Biharamunean herriko erretorea badoa guraso euskaltza-

le horietarik batenganat eta erraten dio deblauki: «Hola denaz gero, bi zeremonia egin beharko ditugu: bata euskaraz bertzea frantsesez»; ez zen holakorik behin ere ikusi ordu arte. Eta proposamen beraren egiterat badoakie guraso ez euskaltzaleei. Dena den, jakin behar duzue azken hauek arras gaizki hartu zutela apezaren proposamena, hainbertzetaraino non nahiago baitzuten azkenean elizkizuna osoki euskaraz egin zedin ezen ez eta euskaldunetarik bereziak izan!!!

Euskaldunek beren haurrei ez dietelarik euskararik irakasten, maiz erraten dugu ezazolkeriaz dela. Hala da hein handi batean. Ordea, egiteko edo ez egiteko libertate oso horren eraginez, nork ez du bere bizian urrats ahul bat egin, gero berdin, ipurdia lastoz, dolutu zaiguna eta nolabait zuzentzen saiatzen garena? Gertatzen dena da libertate osoa dugunaz gero irakasteko edo ez irakasteko, euskaldungoaren aberastasunari doi bat ohartua izan behar dela funski euskararen alde joateko, dakigularik zenbat lan eta ardura eskatzen duen oraino sail horrek.

Horiek hola, usaian erdaraz egiten diren ekintzak zertako ez antola bi hizkuntzetan? Eta jadanik bi hizkuntzetan diren artetik, zertako ez proposa euskara hutsezko bat-

(Segida azken orrialdean) 

CETTE SEMAINE TARTARO s'est étonné

gOGOETA



Marque territoriale (MT) pour quels enjeux ?

... pas tant que ça que les nouveaux milliardaires de Russie et des pays du golfe fassent la razzia du patrimoine immobilier du Paris ancien. Le pauvre Rothschild en arrive à céder à l'aimable pression de l'argent qui ne lui manque pourtant pas, en vendant son hôtel particulier, classé, de l'île de la Cité. Même au prix de gros efforts, on n'arrive pas à pleurer sur ce dernier chapitre des Misérables...

... pas tant que ça de l'évaporation d'une bague or et diamants de la bijouterie Chaumet d'une valeur de 15.000 euros sur une photo de Rachida Dati dans *Le Figaro*. La rédactrice en chef de ce journal de droite, Debora Altman n'est pourtant pas une technicienne du KGB, adepte des trucages photo du politburo. Mais comment modestement montrer du doigt 500 magistrats rebelles mis à l'index ?

... qu'à l'occasion de la journée portes ouvertes au Zimbabwe, l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofie Annan et l'ex-président US Jimmy Carter n'aient pu obtenir de visas d'entrée. Selon que vous serez puissant ou misérable, le régime démocratique zimbabouin appréciera...

... et réjouit qu'ils aient été moins de 100 nostalgiques du franquisme à assister à la messe de commémoration, dans l'im-mense mausolée de «*los caídos*», le 20 novembre pour l'anniversaire de la mort de Franco et de son idéologue créateur de la Phalange; Primo de Rivera. Moins on est de fous, plus on rit!

... que le Royaume-Uni ne soit pas prêt à tourner la page de 2000 ans d'histoire. Le pouvoir refuse de pénaliser les clients des prostituées sauf quand celles-ci travaillent pour un «*mac*». Tout cela, docement arrêté lors d'une chaude passe d'armes dans la Chambre des Lords...

... que le tribunal correctionnel d'Ajaccio, militairement gardé, ait condamné à 500 euros d'amende chacun des nationalistes corses ayant foulé la pelouse de la résidence de Christian Clavier à Porto Vecchio. Bilan mitigé pour l'acteur de «*L'enquête corse*» et ami personnel de Nicolas, qui a réussi à offrir une tribune à Jean-Guy Talamoni, faire virer le trop laxiste chef de la police Dominique Rossi et dynamiser deux nouvelles résidences secondaires.

... de l'erreur humaine qui a fait voter contre son gré François Bayrou pour la retraite à 70 ans alors qu'il participait au Foro de Biarritz. Ah si les copains de François étaient plus nombreux à l'Assemblée nationale, il pourrait confier son pouvoir de vote à des mains plus sûres!

... et réjouit de l'entrée de Simone Veil à l'Académie française. Il a fallu attendre 81 ans à l'ancienne déportée d'Auschwitz, première présidente du Parlement européen et ministre de la Santé qui a fait légaliser l'interruption volontaire de grossesse, pour devenir immortelle. Sa présence dans la docte assemblée (qui a voté à l'unanimité contre l'inscription des langues régionales dans la Constitution) ne sera pas inutile car désormais, pendant que les vieux croustons dorment, Simone veille.

... de la nouvelle mission que s'est assigné Hugo Chavez à la tête du Venezuela, qui s'y voit président à vie, comme un artiste engagé voué à achever son œuvre. Et de s'exclamer: «*Aurait-on empêché Picasso de terminer Guernica?*». Comparaison mal venue, alors le Picasso ne cesse de monter, le pétrole vénézuélien tombe au plus bas!

... pas tant que ça de l'exclusion du Front National des députés européens Carl Lang et Jean-Claude Martinez pour avoir l'intention de se présenter contre les candidats désignés par le parti. aux européennes de juin prochain. Marine Le Pen exige qu'on lui fasse place nette et papa obtempère... ou des mœurs tordues dans l'extrême droite!

L'IMAGE Pays Basque est por-teuse, mais son utilisation abusive et usur-pée pourrait porter tort à terme.

Tous ceux qui commercialisent à partir du Pays Basque, du moins dans le domaine agro-alimentaire y vont de l'utilisation de cette image, soit comme



marque «*le petit Basque*», soit pour accompagner la marque de l'entreprise ou du producteur: «*Pays Basque de nature*», «*un vrai morceau de Pays Basque*», «*100% basque*», «*produit du Pays Basque*», «*paté du Pays Basque*», etc., etc. Il est aussi des emblèmes tels l'ikurriña ou la croix basque utilisées régulièrement, et des fois de façon abusive et intempestive autour des stands de foire, en/et hors Pays Basque, par des opérateurs commerciaux friands de produits déclassés ou de déstockage acheté en Pays Basque, ou ailleurs à petit prix et vendu à prix fort.

Bon nombre d'observateurs (producteurs fermiers, responsables de petites entreprises...) frustrés ont fait un constat d'impuissance face à certaines de ces dérives qui peuvent à terme annihiler cette image d'authenticité et de qualité que se fait le consommateur des produits Pays Basque.

Arno Cachenaout

La CCI et le Conseil de développement s'engagent dans la recherche de solutions autour d'une MT et d'organisation collective par la création de «Cluster»

Depuis plus d'une décennie des marques territoriales/MT fonctionnent avec succès dans des ter-ritoires de France et en Euskadi «*produit en Bretagne*», «*signé Poitou-Charente*», «*Kalitaea*», les marques sont déposées et appartiennent à des collectifs d'entreprises, d'associations ou autres structures, ayant mis en place des règles (cahier des charges à respecter et autres). Les membres qui désirent adhérer s'engagent à respecter ces règles pour pouvoir bénéficier de l'utilisation de la marque et son logo.

La CCI anime depuis octobre 2007 une action avec 25 entreprises volontaires de l'agro-alimentaire, en vu de la structuration progressive, une démarche créative de type «*Cluster*». Pour ces entreprises la question de «*la marque territoriale*» apparaît comme l'une des préoccupations majeures. Le Conseil de développement, pour sa part, engage à partir de cette fin d'année avec l'aide d'un cabinet-conseil, une étude d'opportunité et de faisabilité pour tenter de répondre aux:

- Enjeux de «*marketing territorial*» qui intéressent une diversité de secteurs économiques (agro-alimentaire, industrie, tourisme, artisanat, culture).
- Enjeux de développement durable.

Laborantza Ganbara (LG) s'implique dans la démarche initiée par la CCI et le Conseil de développement

Suite à la création du

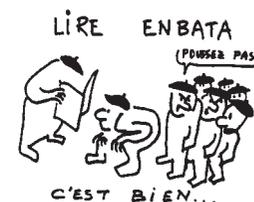
groupe «*Cluster*» par la CCI, Laborantza Ganbara s'est impliquée dans l'un des huit groupes de travail, «*créer de la valeur ajoutée avec les produits du Pays Basque*».

Notre contribution sur les sujets à traiter sont celles qui concernent une majorité d'exploitations du Pays Basque, à savoir la viande bovine, les produits ovins (viandes, produits avec la laine).

Lors de son assemblée plénière du 12 septembre 2008, Laborantza Ganbara a mené une réflexion sur trois points pouvant servir de contributions à l'étude du Conseil de développement.

- 1) Composantes qui font la notoriété de l'image du Pays Basque.
- 2) Les éléments qui détaillent ce que l'on ne veut pas que la MT soit.
- 3) Plusieurs propositions possibles comme critères de mise en place d'une MT.

Le choix de Laborantza Ganbara de participer à ces travaux est animé par la volonté d'apporter des éléments pour construire ensemble, car nous sommes convaincus que nous devons mutualiser nos efforts et nos moyens de producteurs, de transformateurs, de commerçants et d'associations de consommateurs, pour à la fois garantir l'origine et la qualité réelle des produits, et promouvoir ces produits pour une consommation de proximité ici et ailleurs. Cela en préservant l'image qualitative réelle.



Les décisions de proximité garantes

En première ligne pour défendre les emplois et les institutions socio-économiques d'Iparralde, la CFDT-Pays Basque, par la voix de son Secrétaire général Michel Larralde, fait pour le lecteur d'Enbata le point sur l'actuelle remise en question de l'aménagement du territoire. La CCI de Bayonne peut devenir une simple antenne de celle de Bordeaux tout comme l'URSSAF et la CAF fusionner avec Pau. Premier syndicat des salariés du secteur privé en Iparralde, la CFDT est mobilisée tant sur la défense de l'emploi de ces organismes, mais tout autant sur la nécessité de conserver ici ces lieux de décisions adaptés à la spécificité de l'économie basque. Mardi dernier 25 novembre, la CFDT était au cœur d'une nouvelle grève du personnel de la CCI qui a défilé jusqu'à la Sous-préfecture. Membre fondateur de la plate-forme Batera, la CFDT-Pays Basque s'interroge sur les intentions réelles du gouvernement qui, en vidant de sa moelle la réalité de l'échelon départemental, nous amène insidieusement à sa suppression.

ENBATA: *Quelle est la philosophie générale du chamboulement actuel de l'aménagement du territoire?*
Michel Larralde: La RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) tend, sous prétexte de supprimer des doublons, à faire des économies d'échelle sur les effectifs

A quoi sert de réduire les coûts de fonctionnement des services publics si c'est pour les transférer sur les citoyens et les entreprises qui devront payer les déplacements pour se rendre au chef-lieu du département ou de la région?

Enb.: *La CFDT Pays Basque a pris position contre le projet de fusion des Caisses d'allocations familiales*

ne équité entre les territoires, en tant qu'organisations représentant des salariés nous sommes malheureusement les seuls!
 Il n'est pas concevable pour la CFDT de s'abstenir sur des décisions aussi importantes!

Enb.: *Dans le droit fil de cette politique de fusion, donc de suppression des organismes sociaux en Pays Basque, il y a déjà eu plusieurs alertes sur l'URSSAF et même, lors du Plan Juppé de 1995, sur la Caisse de Sécurité Sociale. Où en sommes-nous?*

M. L.: Le travail transfrontalier exige une proximité et des échanges entre service de l'URSSAF et nos voisins. Après plusieurs tentatives de la part d'une organisation patronale pour arriver à dégager une majorité favorable entre les deux conseils d'administration, du Béarn et du Pays Basque, pour implanter le futur siège de l'URSSAF sur Pau, à ce jour rien n'est encore arrêté mais sous l'impulsion de la CFDT une majorité s'est portée sur le choix de Bayonne. Restons vigilants! Les CFDT du Béarn et du Pays Basque porteront jusqu'au bout ce choix politique!



et les moyens et ceci dans tous les domaines!
 La politique de tous les organismes publics va dans le même sens! On peut sérieusement se demander si ces réorganisations de services qui tendent au regroupement régional avec maintien de quelques antennes sur les territoires n'est pas le prélude à la disparition des départements!
 La CFDT défend une tout autre idée

de Bayonne et de Pau. Que se passe-t-il?
M. L.: Pour nous la politique familiale est emblématique de la nécessité de proximité et de la prise en compte de la spécificité du territoire!
 La CAF de Bayonne a aidé notamment à la mise en place de crèches bilingues!
 Le pouvoir décisionnaire doit être entre les mains des acteurs locaux.

Enb.: *Ne pensez-vous pas que le projet de régionalisation des CCI mette également en péril l'existence même de la Chambre Bayonne Pays Basque? Quelles en seraient les conséquences en termes de développement économique et d'emploi?*

M. L.: Le 25 novembre, le personnel de la CCI de Bayonne Pays Basque sera en grève! Les présidents des CCI seront réunis à Paris pour choisir entre deux scénarios. Le scénario retenu sera présenté lors des Etats généraux des CCI le 9 décembre prochain à Paris!

Ce choix est déterminant pour l'avenir de la CCI de Bayonne Pays Basque!
 Dans le Premier scénario dit «descendant»: «La région centralise et capte toutes les ressources et enlève ainsi toute l'autonomie décisionnaire». Pour nous, cette décision irait à l'encontre de l'intérêt de nos PME-TPE qui perdraient le service d'ingénierie de qualité, de proximité dont elles ont bénéficié lors de leur création!
 Depuis 10 ans, le nombre de CDD a augmenté de plus de 70% surtout dans le secteur économique résidentiel. On doit aujourd'hui créer de l'emploi stable au Pays Basque et pour pérenniser des emplois stables, seule une Chambre de commerce et de l'industrie de proximité est à même d'apporter le dynamisme nécessaire au



Conférence de presse du bureau de la Caisse d'allocations familiales de Bayonne: non à la fusion avec Pau

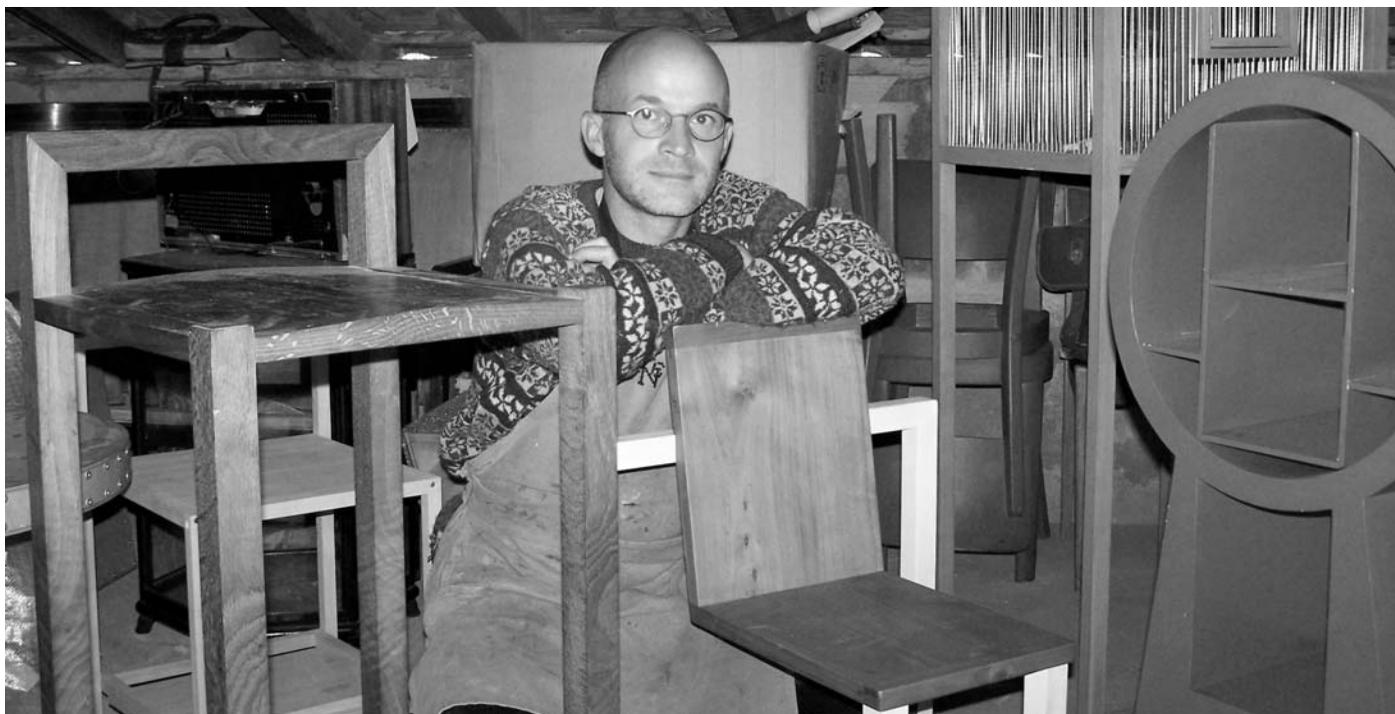
du service public, pour nous si des réorganisations sont parfois nécessaires elles ne sauraient se faire au détriment du service au citoyen dont l'une des caractéristiques essentielle est la proximité!

On voit mal par ailleurs dans ce cas quelles économies pourraient être réalisées, il s'agit bien d'une décision politique!
 Les CFDT Béarn et Pays Basque s'accordent pour défendre une certai-

Claude Labat, enseignant et membre de Lauburu

Ikea à Bayonne : sauvons les meubles ?

"Est-il donc impossible ici, chez nous, de produire des meubles contemporains, esthétiques, de bonne qualité et bon-marché avec cette tradition d'ébénisterie plutôt fameuse qui est la nôtre ?"



Christophe Nowakowski, ébéniste, plus de 20 ans de métier, dont 9 sur la Côte Basque (voir encadré page suivante) et ses créations : contemporaines et d'ici...

"Je ne suis pas plus malin que les autres mais dès qu'il s'agit de qualité de vie, je n'aime pas qu'on m'impose du prêt à penser, même sous prétexte de développement économique.

Je n'aime pas non plus le prêt à consommer, fut-il clean comme un meuble scandinave au design épuré.

Mon point de vue sur l'implantation d'Ikéo en Pays Basque se résume à une question : "est-il donc impossible ici, chez nous, de produire des meubles contemporains, esthétiques, de bonne qualité et bon-marché avec cette tradition d'ébénisterie plutôt fameuse qui est la nôtre ?"

Je ne parle pas de produire à nouveau ces armoires, ces lits et ces züzülü impossibles à faire rentrer dans un appartement moderne.

J'aspire seulement à voir des meubles adaptés à nos modes de vie et à notre pouvoir d'achat, tout en portant la marque de la qualité d'antan.

Une économie sauvage qui n'a que faire des cultures et des identités

Je m'étonne de la rapidité avec laquelle le savoir faire ancestral s'est dilué dans les brumes de l'hyper consommation au service d'une économie sauvage qui n'a que faire des cultures et des identités.

"Harritzen naiz ikusteaz zein abiadura handian, galdu den, kultur ta nortasunetaz axolarik ez duen ekonomia basa baten zerbitzuko den hiperkontsumoaren lanbroetan, arbasoen trebetasuna"

Bref, je me déssole de voir que le patrimoine artisanal remarquable de ce pays risque de se retrouver dans le vide grenier planétaire de la globalisation culturelle.

Mais voilà, n'étant qu'un profane, je ne sais qui incriminer.

Et je n'ai pas envie de tomber dans la facilité en traitant nos élus d'incompétents, car je soupçonne que nous sommes tous responsables de cette situation.

La demande s'éduque ou se suscite

Les métiers du meuble sont nombreux et complexes mais pourquoi est-il si difficile de trouver à un prix convenable, un vrai meuble simple, fonctionnel et moderne ? Par "vrai" je veux dire autre chose que de l'aggloméré et du stratifié, et par "moderne" je veux rappeler que je vis en 2008 et pas en 1808 !

Pourquoi donc me propose-t-on surtout des modèles anciens ? Vous allez me dire que les artisans répondent à la demande des clients. Je rétorque derechef, que la demande s'éduque ou se suscite... Bref, j'en suis réduit à acheter mon meuble moderne à Ikéo Bordeaux ou Ikéo Bilbao !



Claude Labat

Patrimoine, simple rétroviseur

Et si vous voulez savoir pourquoi je cherche un meuble contemporain plutôt que du "rus-tique" ou du "style basque" c'est que je considère le patrimoine comme un simple rétroviseur qui me permet de savoir d'où je viens. Je préfère mener ma vie en regardant devant plutôt que dans le rétroviseur.

Si je veux du contemporain je n'ai pas le choix

Ce qu'on me propose généralement avec les meubles "d'inspiration locale" n'est pas à mon avis l'expression d'un attachement à une culture ni même le signe d'une "société-en-crise-qui-cherche-des-repères" mais le résultat d'une digestion difficile de la notion de patrimoine. On cherche à dire qui on est en affichant ce qu'étaient nos ancêtres ! Bien délicat alors de parler de culture vivante et de création ! Résultat : si je veux du contemporain je n'ai pas le choix : d'Oslo à Bayonne en passant par la vente par correspondance et internet ce sont partout les mêmes modèles qu'on me propose ! Alors, surtout à cause du prix, je choisis Ikéa !

Plutôt fonctionnaire ou staracadémicien que travailleur manuel

Mais pourquoi je trouve si peu d'ébénistes capables de satisfaire mon désir de meubles beaux, actuels et pas trop chers. Je demande à mon fils combien de copains (et de copines)

dans sa classe veulent être ébénistes plus tard. Il me répond "à peu près le même nombre que ceux qui veulent être bouchers, relieurs, peintres, cordonniers, plombiers...".

J'avais oublié que depuis deux générations on fait comprendre aux jeunes qu'il vaut mieux être fonctionnaire ou staracadémicien que travailleur manuel.

Et s'ils ne peuvent pas être fonctionnaire, il y aura toujours une place de vendeur dans une grande enseigne. Ikéa par exemple.

"Altzari moderno bat xekatzean gure etxeko gazte batzuk egina, hemengo enpresak bizi arazi nahi ditut, tokikoak. Hori bera du pentsatu, duela bulta bat Ikearen sortzaile habilak!"

Chantage à l'emploi

J'entends d'ici qu'on me traite d'utopiste et même d'égoïste : une grande surface qui crée des emplois, c'est pas négligeable par les temps qui courent. Le chantage à l'emploi comme paravent pour masquer le manque d'imagination. Car en cherchant un meuble moderne fabriqué par des jeunes de chez moi, j'ai envie de faire vivre des entreprises là, chez moi. C'est exactement ce qu'a pensé chez lui, il y a déjà longtemps, le très malin créateur d'Ikéa !

Pourquoi l'ébénisterie et l'artisanat ont-ils perdu leur place dans le paysage économique et culturel. Nos modes de vie ont changé. Je vous l'accorde. Mais pourquoi précisément cela s'est

fait au prix de la diminution des métiers qui contribuent à l'identité d'une région ?

La culture trop souvent une affaire d'initiés

Personnellement je pense que l'art et la création sont encore trop souvent considérés comme réservés à une élite. En quelque sorte, les créateurs et les artistes sont les "cagots" de notre économie... et de notre éducation. Car, contrairement à d'autres pays européens, il est difficile chez nous d'assurer une authentique éducation artistique aux jeunes et on accompagne rarement les adultes dans la découverte et compréhension de la création contemporaine. La culture est trop souvent une affaire d'initiés, les autres n'ont droit qu'à la télé ou à la console de jeux. Posée sur un guéridon Ikéa.

Savoir faire au service d'une culture vivante

J'avais suggéré dans le temps, que le Centre d'Education au Patrimoine "Ospitalea" à Irissarry se donne aussi pour mission de travailler avec les artisans et les organismes de formation professionnelle pour les conscientiser et les former, non pas à leur métier mais au sens de l'héritage dont ils sont porteurs. Ceci afin d'éviter qu'ils ne deviennent prisonniers d'une (re)production facile mais stérile : la copie d'ancien et, qu'à l'inverse, ils mettent leur savoir-faire au service d'une culture vivante. Je fais partie de la Commission départementale des objets mobiliers. Je ne sais pas si dans quelques années on classera les meubles Ikéa aux Monuments Historiques mais je crains qu'on aura du mal à trouver du beau mobilier "populaire" issu des ateliers basques, landais et béarnais au début du 21^e siècle."



Christophe Nowakowski

3 questions à un professionnel du bois et du meuble :

Quels sont les moyens que les ébénistes et professionnels du bois ont pour produire ici à un prix convenable, un vrai meuble simple, fonctionnel et moderne ?

"Dans mon métier j'arrive à travailler avec du bois local et à répondre aux besoins de personnes qui n'ont pas trouvé de réponse ailleurs... même chez Ikéa ! Etre ébéniste ça permet d'échanger avec

des gens qui veulent des meubles qui correspondent à leur sensibilité, leurs souvenirs, leur style... et accompagnent la fabrication du meuble. Mais bon, au prix de l'immobilier et compte tenu du "tout voiture" qui existe... il faut reconnaître que tout est fait pour que ce ne soit plus le "prix convenable" qui intéresse comme il y a quelques années mais "le prix le plus bas des catalogues des grandes chaînes ou grandes surfaces"..."

D'où l'arrivée d'Ikéa... Selon vous quelle alternative peut se mettre en place sur place ?

"D'abord, pour mieux connaître Ikéa, il suffit d'aller sur le site du Monde Diplomatique, qui permet de découvrir les pratiques sociales de cette grande

enseigne. Ces catalogues poussent à la consommation de meubles dont le but semble être de ne pas perdurer afin d'assurer des débouchés pour les nouvelles lignes... Ici au Pays Basque nous avons différentes possibilités à exploiter face à cela : création d'un pôle d'artisans, travailler avec les échanges fructueux que nous avons avec notre réseau de client, nous rendre plus visible par l'usage d'internet, etc."

Quels moyens avez-vous ou essayez-vous d'utiliser pour éduquer et susciter la demande pour que l'artisanat d'ici continue à vivre ?

"Au niveau personnel et familial, j'ai déjà fait le choix de privilégier l'"échange" avec les commerçants et artisans du quartier. Le fait de faire le marché, discuter et échanger est pour nous quelque chose de très important qui n'est pas compatible avec la logique des grandes surfaces où les contacts sont quasi inexistantes... A un niveau plus général, il me semble que les expositions culturelles où différents artisans peuvent présenter leur travail et échanger autrement avec le public peuvent aussi contribuer à l'éducation, la sensibilisation et à la dynamisation de cette demande."



Plus d'informations : www.monde-diplomatique.fr

Biluzirik

Gainekotx

Larrazkena frango aintzinatua izanki, ikusten ditugu gure inguruan zuhaitzak biluzten ari... Zinez ederki, kolore goxo guzietarik pasa ondoren, hara nun hostoak eroriz bezala, gure zuhaitz ederrak biluzgorri gelditzen diren bulta batentzat.

Biluzi hitza nere baitan erabiltzean, berehala bi gogoeta mota jin zaizkit bururat.

Lehenik hitz horrek sortzen dizkidan gauza baikorrak:

Biluzteak badu berdintasunaren ideia: biluzirik izanki, bakotxa den bezala agertzen da, gutti gora behera ber moldean eginak girelakoan eta soinekoak baitu sortzen desberdintasuna.

Biluzteak badu ere gozamenaren ideia: biluzirik ez ote dira pasatzen memento goxoak?

Bainan berehala beste sentsu bat ere agertzen zait hitz horri josia, bortitza-goa:

✓zoin biluzgorri dauden haurrak, maitasunaren ondorioz sortuak, haien aitamak berexterakoan tratugai erabiliak direlarik;

✓zoin biluzgorri dagoen emaztea, gizon baten kolpeen meneko delarik edo mantalinpean bizitzerat behartua delarik;

✓zoin biluzgorri dagoen familia, bere bizian zalapartaka lan egin eta, batzuen jostetarengatik, etxerik gabe karrikan gertatzen delarik;

✓zoin biluzgorri dagoen presoa, jasan dituen torturak aipatzerakoan, hauek ukatuak zaizkiolarik;

✓zoin biluzgorri dagoen langilea, bere lanbidea gehiago irabazteko gisan nagusiak beste norapait eramaiten diolarik;

✓zoin biluzgorri dagoen euskalduna bere hizkuntzak ez duela deusetarako balio erraiten diotelarik;

✓zoin biluzgorri dagoen...

Biluzirik bai eta oinazean. Bainan beharrik, edo nola iraun bestela, neguaren ondotik heldu baita udaberria...

Orduan perdatzen, beztitzen eta edertzen da zuhaitza.

Beraz pentsa daiteke aipatu biluzitasun horiek oro behin-behinekoak direla bizi batean...



CARMEN ALÉN GARABATO

Maître de Conférences Université Montpellier III

Actes de résistance sociolinguistique

Les défis d'une production périodique militante en langue d'Oc^(*)



L'analyse de ce corpus de 135 publications périodiques nous montre tout d'abord une production écrite en occitan à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e, surprenante et paradoxale, qui concerne un nombre relativement important de personnes et qui s'étale sur tout le domaine géographique de la langue d'oc et au-delà (Paris, Lyon).

Situation de minoration linguistique

Production d'autant plus étonnante si l'on tient compte du fait que, dans une situation de minoration linguistique, la langue dominée tend à être réduite exclusivement aux usages oraux, du domaine du privé : or ces publications appartiennent au domaine de l'écrit public. L'état de la vitalité sociolinguistique de l'occitan, maintes fois considéré comme critique, peut être apprécié à travers ces périodiques qui se sont développés librement et discrètement à la périphérie du grand marché de la presse d'expression française. Et la vitalité que l'on observe est, pour le moins, inattendue.

Circonsrites souvent à des réseaux d'abonnés, ces publications survivent grâce aux efforts des militants qui les élaborent et qui les soutiennent (économiquement et aussi affectivement) dans une société où l'occitan est peu présent, voire absent. Écrire en occitan aujourd'hui est un acte militant, faire l'effort de maintenir pendant des années une publication dans laquelle l'occitan prend une place plus ou moins importante l'est encore plus.

Résister à l'homogénéisation linguistique et culturelle

Ces périodiques sont ainsi des actes de résistance (plus ou moins ambitieux, plus ou moins réussis) au processus d'homogénéisation linguistique et culturelle en France, et ils sont aussi des preuves d'une loyauté linguistique (Wenreich 1953) qui se maintient et se renouvelle malgré tout de génération en génération. Ces actes de résistance et cette loyauté linguistique, qui ont sans doute contribué au maintien de la langue d'oc, ne parviennent pas jusqu'au grand public, à la société en général. On pourrait parler de centaines de micro-réseaux souterrains de résistance, qui ne sont connus que de ceux qui les fréquentent.

La situation sociolinguistique de l'occitan et la dynamique du conflit diglossique conditionnent par ailleurs aussi bien la forme que le contenu de ces publications. Il est vrai que dans certaines de ces publications on pourrait parler d'une "presse *comme si*" (Lafont 1969-1970) : comme si la situation de la langue occitane était normale, c'est-à-dire comme si l'usage de la langue était normalisé (et donc comme si l'occitan était normativisé). C'est le cas des publications où l'occitan est la seule langue. Mais la plupart d'entre elles montrent justement le contraire : la dynamique du conflit diglossique, et avec elle la dynamique du conflit graphique, suivent

leur cours. Le français et l'occitan se trouvent dans une situation de concurrence déséquilibrée et, si certaines publications semblent résister à l'idéologie unilinguiste, d'autres ont fini par l'accepter et par limiter leur résistance à la lutte contre l'homogénéisation culturelle dans laquelle la langue n'est qu'un élément parmi d'autres.

A partir de l'observation du corpus et des déclarations des responsables des périodiques on pourrait considérer que cette presse remplit les fonctions suivantes :

1. Maintenir les liens avec une culture, une région, une ville/un village. C'est le rôle des bulletins d'associations, de cercles...
2. Informer des manifestations festives, militantes, des parutions de livres, qui autrement ne seraient pas connues car la distribution dans les librairies n'est pas toujours possible...
3. Faire connaître (dans un cercle nécessairement limité) les créations occitanes, fondamentalement littéraires. Certains auteurs y trouvent le seul support de diffusion de leurs textes.
4. Contribuer à la normativisation de la langue, et à la diffusion de la norme en publiant des textes à teneur métalinguistique (normes de prononciation ou d'écriture, lexiques, études grammaticales.)
5. D'une façon plus minoritaire : montrer que l'on peut écrire sur n'importe quel sujet en occitan et donc contribuer (modestement) à la normalisation de la langue.



(*) Voir l'article de David Grosclaude et "L'Occitanie c'est" dans le blog d'Alda! (www.mrfundazioa-alda.org)

Déphasages administratifs (1/2)

Ou comment l'organisation administrative ne correspond pas toujours à la réalité culturelle, historique, géographique, économique et sociale d'Iparalde

La co-gestion à plusieurs institutions et administrations du territoire actuel d'Iparalde rend la lecture de ce territoire historique plus difficile.

Le Pays Basque Nord n'a pas d'institution propre (avec les compétences, la fiscalité, la décision politique que cela implique).

Les politiques qui y sont mises en oeuvre découlent de différentes collectivités et de multiples découpages administratifs qui ne correspondent pas toujours au périmètre d'Iparalde.

La Soule, par exemple, est très souvent prise en compte par des institutions englobant le Béarn et écartée de celles qui incluent Basse-Navarre et Labourd. Les souletins tournés vers Bayonne dans le coeur, se tournent vers Oloron ou Pau dans leur vie administrative.

A l'inverse, l'interpénétration croissante de l'agglomération bayonnaise avec le sud des Landes nécessite de dépasser aussi les frontières "culturelles". C'est ainsi que le SCOT du BAB inclut le sud des Landes pour prendre en compte les réalités en termes d'activités, d'habitat, de transport...



Tous ces "déphasages administratifs" ont une influence sur la représentation du territoire par les institutions comme par les habitants : ils imprègnent d'un côté les services publics et de l'autre la vie quotidienne des habitants d'Iparalde.

Exemples:

✓ Les élus des cantons prennent les décisions à Pau (Conseil général 64), la 4^{ème} circonscription législative est basco-béarnaise...

✓ Les zones administratives ne prennent pas en compte la globalité d'Iparalde (ils ne couvrent souvent que partiellement le territoire basque) : services de l'Etat (DDE, DDTEFP, justice, éducation...), CAF, ANPE (zones d'emploi), Assedic, services du Conseil général, etc.

✓ Le Patrimoine naturel et bâti du Pays Basque induit ses propres réalités en termes de zones de protection, réglementation, etc.

A défaut d'institution, de nombreux "territoires de projet" (ou territoires cohérents du point de vue de leur histoire/géographie/organisation sociale/réalité socio-économique)... se sont structurés, au cours des années 1990, à travers des regroupements de communes (des syndicats aux intercommunalités), les 2 SCOT, les 4 projets développement local (PCD), le "pays" Pays Basque (représenté par le Conseil des élus et avec un Conseil de développement)...

(Deuxième partie dans une prochaine Fiche)



Données issues de www.lurralde.net

L'Agenda de la Fondation

LES FORMATIONS DE LA FONDATION
MANU ROBLES-ARANGIZ

Lizarra-Garazi : l'alternative pour demain

Session de formation avec Txetx Etcheverry

Vendredi 12 décembre à 19h30

A Saint-Jean-de-Luz (Salle du Fronton municipal)

Retour en détail sur la portée radicale des concepts et pratiques nés pendant le processus de Lizarra-Garazi.

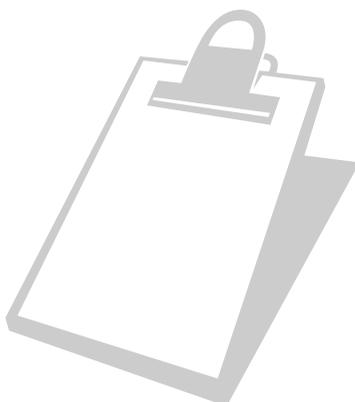


Entrée gratuite

Renseignements et inscriptions :

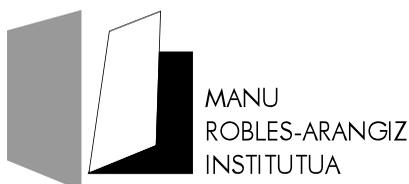
06 14 99 58 79

ipar@mrafundazioa.org



Alda!ren bloga :

www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua

20, Cordeliers karrika

64100 BAIONA

+ 33 (0)5 59 59 33 23

ipar@mrafundazioa.org

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria

Dani Gomez

Ipar Euskal Herriko arduraduna

Txetx Etcheverry

Alda!ren koordinatzailea

Xabier Harlouchet

du dynamisme économique

renforcement d'une économie productive!
C'est pour cela que ce scénario serait catastrophique pour le développement économique et l'emploi!
Le deuxième scénario dit «montant» propose une réduction de 10% en 5

ciaux et économiques?
M. L.: La mise en œuvre de la RGPP donne au préfet de région un rôle accru et concentre au niveau régional les directions de la plupart des services de l'Etat.
La préfecture départementale s'orga-

y a déjà quelques années comme seule la Cfdt le revendiquait, l'impact des restructurations serait moindre aujourd'hui!
Mais si le département est vidé de sa moelle, la création d'un département Pays Basque ne sauvera pas toutes

Soutenons Euskal Herriko Laborantza Ganbara!

NOUS venons au village d'Ainiza-Monjoloise pour remettre un chèque de 3.300 euros à Euskal Herriko Laborantza Ganbara, afin de soutenir l'association dans l'épreuve judiciaire que lui impose aujourd'hui l'Etat. Le procès qui se déroulera à Baiona le 29 janvier 2009 est inacceptable, le Préfet veut effacer l'existence même de l'association, car construite en toute légalité pour remplir les besoins locaux, elle mène un travail que la Chambre d'agriculture du département trouve gênant.
EHLG est gérée par des gens de toutes tendances qui travaillent en faveur d'une agriculture paysanne, écologiquement responsable et soutenable. L'association est née en janvier 2005 suite à plusieurs années de refus auxquelles les paysans basques ont fait face. Elle est devenue un outil efficace et elle produit un travail précieux. C'est une structure spécifique dont le Pays Basque a besoin, qui fonctionne démocratiquement et qui refuse toute forme de violence, elle est en plus très largement soutenue.
La plainte déposée par le préfet est de nature politique, elle n'a ni queue ni tête! Par le biais de ce don, nous voulons adresser notre soutien à EHLG mais aussi tirer la sonnette d'alarme par rapport à la gravité de cette affaire. Nous appelons les gens qui veulent soutenir EHLG à faire des dons ou à l'aider différemment dans cette nouvelle épreuve. Pour plus d'informations sur la situation d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara dans le cadre de ce procès, vous pouvez vous rendre sur le site <http://www.ehlgdoitvivre.org/>

**EHLG aintzina!
DEMO**

L'ancienne ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et actuelle sénatrice de Seine-Saint-Denis et maire de Montreuil, Dominique Voynet vient d'adresser trois courriers traitant du procès contre Laborantza Ganbara aux deux ministres Michel Barnier et Jean-Louis Borloo et à la secrétaire d'Etat Nathalie Kosciusko-Morizet.
Elle s'y étonne de l'initiative du Préfet qui a porté plainte contre EHLG. Elle y déclare entendre «s'opposer fermement» à cette démarche qui menace le travail d'EHLG et demande de clarifier la position de l'Etat sur ce dossier.



Michel Larralde et les militants de la Cfdt sur le terrain

ans de la participation de l'Etat sur le budget de la CCI de Bayonne Pays Basque.
Mais ce scénario permettrait le maintien de notre CCI à Bayonne!
En effet la participation de l'Etat ne représente aujourd'hui que 18 % du budget, soit 90.000 € sur un budget global de 23,8 millions d'euros.
Et si la réforme entraîne une mutualisation au niveau régional de certaines activités avec des pertes d'emploi au niveau local, pour nous, la CCI de Bayonne Pays Basque par l'augmentation de ses propres ressources est en capacité de pallier au désengagement de l'Etat, et aussi de préserver l'emploi qualifié sur la CCI de Bayonne par une politique de développement de ses activités!
Pour la Cfdt, la CCI et ses emplois qualifiés seront plus que jamais avec la crise économique qui se profile indispensables à la création des emplois de demain!

Enb.: Le département étant, en France, la circonscription de base d'un aménagement du territoire, un département Pays Basque, au-delà de son Conseil général serait-il une garantie pour le maintien sur notre territoire de ces organismes so-

nise elle pour répondre aux besoins de la population et sera donner d'ordre aux antennes locales des différentes directions régionales des services de l'Etat.
On voit bien que dans ce schéma le département ne tient plus la première place! De plus, certaines antennes des services de l'Etat comme la CCRF (concurrence consommation et répression des fraudes) de Bayonne seraient appelées à couvrir des champs géographiques qui correspondent plus à des bassins d'emplois (Pays-Basque et sud des Landes) au lieu d'une zone géographique d'un département comme aujourd'hui!
Il serait urgent de savoir quelles sont les intentions réelles du gouvernement sur l'aménagement du territoire et si l'échelon départemental en fait encore parti!
Si le département Pays Basque avait vu le jour il

les institutions!
Il serait temps que nos élus locaux se prononcent sur le sujet!



Les salariés en grève devant la porte de la CCI



LAB présent à l'élection des Prud'hommes

Le syndicat basque couvre l'ensemble des collèges pour la consultation du 3 décembre. Il offre aussi une alternative en Soule.

« **L**E syndicat LAB créé en 2000 en Pays Basque Nord se présente pour la seconde fois aux élections prud'homales.

Il s'agit d'un défi majeur pour notre syndicat face aux exclusions subies tant de la part de l'administration française que d'autres syndicats. Devant les difficultés rencontrées pour développer notre action syndicale au sein des entreprises, notre participation aux élections prud'homales permet de renforcer notre représentativité dans le champ syndical.

Comparé à 2002, les élections prud'homales doivent être cette année le reflet du travail accompli depuis 6 ans:

- Nous sommes le seul syndicat présent sur les sept provinces du Pays Basque, nous sommes les seuls à avoir une offre syndicale sur l'ensemble du Pays Basque; ce dont témoigne précisément le fait que nous ayons relevé le défi de nous présenter sur les trois provinces du Pays Basque Nord en agissant contre l'exclusion des travailleur(se)s souletin(e)s.
- Nous avons un projet syndical national et les revendications du droit de décider et d'avoir un cadre spécifique pour le Pays Basque Nord seront présentes lors du scrutin prud'homal.
- Notre syndicat développe un syndi-



Les candidats du syndicat LAB à l'élection des Prud'hommes

calisme de lutte, un syndicalisme local et alternatif, loin des visions et pratiques syndicales parisiennes.

Ces dernières années, le développement de notre syndicat au Pays Basque Nord a suivi son bonhomme de chemin.

- Nos axes d'interventions syndicales ont le soutien de la plupart des travailleur(se)s: lutte contre la précarité du travail, défense du principe du droit de

décision au sein même du monde du travail, combats sur le travail du dimanche...

Ce sont d'ailleurs des sujets que le syndicat développe sur l'ensemble du Pays Basque, des luttes que mènent les travailleur(se)s du Pays Basque dans son entier.

- Nous sommes un syndicat qui organise tous et toutes les travailleur(se)s, sans exclusive; de quelque nationalité

qu'ils soient, qu'ils ou qu'elles aient des papiers ou non.

C'est pour toutes ces raisons que les Prud'hommes deviennent un enjeu national pour notre syndicat. Pour que notre syndicalisme original gagne en représentativité au Pays Basque Nord comme sur l'ensemble du Pays Basque.»

Ainhoa Etxaide,
secrétaire général de LAB

LAB présente 50 candidates et candidats dans les cinq sections du Conseil de Bayonne. La liste est composée de 26 femmes et de 24 hommes, avec une moyenne d'âge de 38 ans et demi. Bien que la loi sur la parité ne s'applique pas à ce scrutin, le syndicat LAB juge important et cohérent de présenter autant de candidates que de candidats, en tant que syndicat qui combat les discriminations salariales dont les femmes et les jeunes sont les premières victimes.

Activités diverses

Ce sont les métiers du social, de la santé, de l'éducation, de la formation, de l'aide à la personne... un secteur en plein développement au Pays Basque. Une majorité de femmes y travaillent, dans un réseau d'associations où les conventions collectives sont souvent mal appliquées (parfois par méconnaissance), et les contrats précaires nombreux (avec les chèques emploi services par exemple). C'est aussi le cas des intérimaires qui sont les premières victimes des effets de la crise financière. Les métiers de la culture, où le statut d'intermittent du spectacle est sans cesse raboté, n'échappent pas à la mauvaise application du droit du

travail. Nos candidat(e)s s'engagent à la faire respecter!

Industrie

L'industrie est l'un des secteurs les plus touchés par les accidents du travail, notamment dans le bâtiment, avec des conséquences souvent dramatiques pour les salarié(e)s. De la même manière, les troubles musculo-squelettiques sont très fréquents, en particulier chez les employé(e)s qui travaillent à la chaîne. Augmentation de la flexibilité et des cadences, contrat en CDD, heures sup non rémunérées... tel est le quotidien de beaucoup de salarié(e)s de l'industrie. D'où l'importance de s'organiser syndicalement dans l'entreprise pour faire valoir ses droits et, lorsque cela n'est pas possible, de faire appel aux Prud'hommes, pour sanctionner les patrons qui ne respectent pas la législation.

Commerce

Le gouvernement veut assouplir les lois sur le repos dominical alors que nombreuses entreprises bafouent déjà les lois existantes. Qu'est ce qu'on pourrait bien acheter le dimanche qu'on ne peut pas se payer dans la semaine? Temps partiels = contrats précaires! Les contrats à

temps partiels imposés sont utilisés par les patrons pour bénéficier d'un maximum de flexibilité. Les femmes sont souvent les victimes de ces contrats précaires. CDD à répétition, pénibilité au travail, stress permanent sont le quotidien des salarié(e)s du commerce.

LAB se présente également à Pau, grâce au soutien de travailleur(se)s, afin d'agir contre l'exclusion des salarié(e)s de Soule (de plus en plus rattaché(e)s au Béarn) et leur donner l'occasion d'affirmer leur attachement au Pays Basque.

Les candidats

Komerzinoa

1. Prieto Jeronimo
2. Picabea Marie-Louise
3. Hervé Frank
4. Camou Florence
5. Bordagaray Jean-Pierre
6. Pic Marie-Christine
7. Aramendi Enaut
8. Adam Patricia
9. Labat Ramuntxo
10. Apeceix Pantxika
11. Bernard Didier
12. Caubet Marie-José
13. Hariscain Peio
14. Luyat Amélie
15. Hargous J.-Michel
16. Agnelotti Sylvie
17. Mirande Thierry
18. Parachou Anita

Aktibitate ainitza

1. Etxoan Maider
2. Lapegue Richard
3. Thicoipe Annie
4. Cerlo Agnès
5. Aguerre Béatrice
6. Aguin Myriam
7. Diarte Andrée
8. Manterola Xabier

Industria

1. Muruaga Heren
2. Etchart Sylvie
3. Darlas Christophe
4. Legeret Nathalie
5. Hausseguy Daniel
6. Falque Martine
7. Hauciarts Jean-Luc
8. Haristoy Lore
9. Simonet Stephane

10. Marinea Stéphanie

Laborantza

1. Duhalde Maider
2. Ernaute Alfred
3. Barrere Frédéric
4. Sorhaitz Sandrine
5. Eyherabide Bixente
6. Dufau Gisèle

Kuadroak

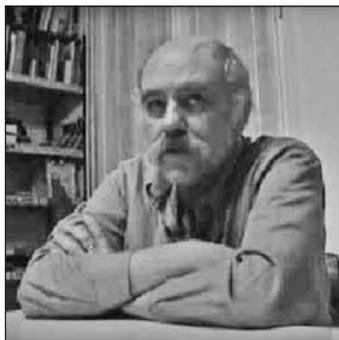
1. Etcheverry-Ainchart Peio
2. Oxandabarrats Arantxa
3. Goutenegr Marco
4. Arrambide Pantxika
5. Ithurbide Eneko
6. Beyrie Amaia
7. Çaldumbide Iñaki
8. Gorri Eneko



Hommage à Arthur Mac Caig

ARTHUR MAC CAIG est mort le jeudi 6 novembre à Belfast suite à un œdème pulmonaire. Cinéaste militant, il n'avait cessé de faire des films pour expliquer avec un grand talent pédagogique et à l'opposé des clichés et des stéréotypes, des problématiques complexes comme celle du conflit irlandais. Des films comme «*Patriot game*» ou «*Irish ways*» qui motivèrent bon nombre de gens à aller faire un tour du côté de Belfast, donnaient les clés pour comprendre la situation et faire le tri dans le brouhaha médiatique en provenance d'Irlande du Nord. Expliquer mais aussi dénoncer, car si Arthur ne faisait pas des films de propagande, il avait néanmoins choisi son camp, celui des opprimés. C'est cela sans doute qui l'amena à s'intéresser au Pays basque où il réalisa en 84 «*Euskadi hors d'Etat*». Là encore il fit mouche en réussissant à embrasser dans un seul film les dimensions historique, politique et humaine du conflit. Car tous ses films avaient cette particularité d'être situés au ras des hommes et des femmes impliqués dans la situation qu'il décrivait.

Et puis il y eut les attentats du GAL au Pays Basque et dès 86 Arthur participait à la réalisation d'un film-enquête, «*Les mains sales*» diffusé sur *Antenne 2*. A l'époque la trame des commanditaires restait encore dans l'ombre. Arthur et son équipe prirent des risques, posèrent les bonnes



Arthur Mac Caig

questions notamment à certains hauts responsables policiers espagnols, les mêmes qui 10 ans plus tard se retrouveront inculpés et condamnés pour l'organisation de la guerre sale au Pays Basque. Puissance de la télévision: le lendemain de la projection,

comme on tair et discussions allaient bon train dans les bars et les commerces au Pays Basque. Ce que la mouvance et la presse militante abertzale répétait depuis trois ans sur les responsables de cette période tragique était devenu évident pour une bonne partie de la population. Cette période du GAL avait profondément touché Arthur et il parlait souvent de tourner une fiction sur le sujet. Il n'en eut pas l'occasion mais n'en resta pas là pour autant. A la fin des années 90, après que certains responsables eurent été démasqués et condamnés à Madrid il reprit sa caméra pour réaliser avec Sylvie Garat «*Terreur d'Etat au Pays Basque*» diffusé par la chaîne *Arte*. Il porta alors à l'écran l'ensemble des présomptions, des questions sans réponse concernant l'implication politique de l'Etat français ainsi que celle de fonctionnaires de police de la République dans cette vague d'attentats. Arthur nous fit l'honneur de présenter son film en avant-première au forum Oroi eta Sala de décembre 2000 à Bayonne. Ce film est et restera une pièce de conviction majeure sur la période du

GAL. 25 ans après les faits, le revoir ou le visionner pour la première fois reste un moment d'émotions, d'incrédulité et de révolte intenses, ainsi qu'ont pu l'éprouver les spectateurs de l'Autre cinéma en mai dernier. La véritable histoire du GAL ne sera peut-être jamais totalement éclaircie mais les habitant(e)s du Pays Basque et tout-te-s les démocrates en général seront à jamais redevables envers Arthur Mac Caig d'avoir réalisé un tel film. Il y a quelques mois Arthur était revenu en Pays Basque Nord après une longue absence avec un nouveau projet: raconter l'histoire politique d'Iparralde de ces 30 dernières années. Encore et toujours à l'opposé des modes. Encore et toujours expliquer la vie et la lutte des pays et des gens qu'il aimait. Arthur est parti mais nous sommes heureux de l'avoir connu.

**Collectif Oroi eta Sala
Pour l'éclaircissement
de l'implication de l'Etat français
dans la guerre sale
contre le peuple basque**

Concours de lettre illustrée à Olentzero

LA période de Noël est propice aux cartes ou aux lettres. Olentzero aime à en recevoir même si lui ne régale pas de cadeau les enfants ou tous ceux qui lui écrivent. Comme lui-même vient partager une bonne nouvelle, celle de la revanche de la lumière sur la nuit, il aime à lire dans les mots doux qui lui sont adressés

les bonnes nouvelles que l'on veut partager avec lui. Dans cet esprit, la Gau Eskola de Bayonne organise depuis plusieurs années un concours de lettre illustrée à Olentzero au sein de ses classes. Cette année, avec l'aide d'Hiruki ce concours sera ouvert également à tous ceux qui le désirent. La lettre de-

vra être bien sûr, écrite dans la langue d'Olentzero, en langue basque (pas plus d'une feuille A4), en bertsu (vers), en prose ou sous une forme poétique et illustrée par de dessins. Cette lettre devra être déposée ou envoyée au Musée Basque (37, rue des Corsaires- 64100 Baiona) avant le 13 décembre. Un jury

désignera les meilleures lettres le 17 décembre au même Musée Basque suivant deux catégories, les participants de moins de 12 ans et les autres. Les règles à observer sont consultables sur le site www.hiruki.net. A vos plumes et crayons de couleurs. Olentzero attend vos lettres.

■ **Sur deux extraditions.** Arrêté en 2000 et condamné, Iñaki Gracia a été extradé le 17 novembre et remis à Canfranc à la police espagnole. Présenté le lendemain à l'Audiencia nacional, il a été inculpé dans trois dossiers, et emprisonné à Soto Del Real. Le Mandat d'arrêt européen (MAE) lancé par le juge Eloy Velasco à l'encontre d'Iñaki de Juana n'a pas paru très catholique au juge irlandais de Belfast Tom Burgers. Le délit de «*collaboration pour apologie du terrorisme*» (à cause de sa lettre présumée lue le jour de sa sortie de prison) n'existe pas en droit irlandais. La peine prévue d'un à deux ans de prison est inférieure à l'exigence du MAE (trois ans). L'automatisme elle-même du MAE heurte le souci d'examiner le fond. Du coup, le juge a laissé en liberté, sous contrôle judiciaire, De Juana. Il a demandé à Madrid des suppléments d'information, portant notamment sur les codes espagnols, en

général et la procédure pénale. La prochaine audience est fixée au 28 novembre.

■ **Attentat.** Le relais de télécommunications du Mont Arotegi, en Biskaye, déjà visé en février, a fait l'objet d'un attentat le 20 novembre. La ertzaintza l'attribue à ETA. Le relais appartient au gouvernement basque.

■ **Garzón-Franco: la rencontre n'aura pas lieu.** On savait que le parquet de l'Audiencia nacional s'y opposait. Mais on ne pensait pas que cette difficulté allait faire reculer le juge Garzón, connu pour son oppiniâtreté dans les dossiers à hauts risques dans sa longue Ordonnance du 18 novembre, le juge-justicier a décidé d'abandonner l'information qu'il avait lui-même ouverte contre les crimes des franquistes. Il constate subitement que Franco et quarante-quatre hauts responsables



Le juge Garzón

de son équipe sont morts, même si les délits existent ou qu'il n'y a pas prescription. Il se prononce du fait de la compétence des tribunaux des lieux où se trouvent les fosses communes, comme celle du mont Ezkaba, en Navarre. Il suggère d'écarter la loi d'amnistie de 1977, suivant en cela le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU, lequel propose aussi de créer une commission d'experts pour «*rétablir la vérité historique sur les violations des droits humains du franquisme*». Garzón cite également à ce sujet la Déclaration de condamnation de la dictature franquiste votée en 2006 par le Parlement du Conseil de l'Europe. Il rappelle qu'elle évoquait le sort funeste des enfants républicains de la guerre, aux mains des franquistes, disparus pour beaucoup. Le juge espagnol maintient cependant que les crimes du franquisme sont des «*crimes contre l'humanité*» et ne connaissent pas de prescription.



Pays Basque ?

L'APPELLATION «Pays Basque» est souvent utilisée de façons diverses, fantaisistes et prêtant à confusion. Elle désigne tantôt tel territoire historique ou groupe restreint de territoires, tantôt tel autre. Pour la clarifier, il faut donc retourner aux sources, aux archives historiques et littéraires.

En 1571 paraît le livre «*Testamendu Berria*», traduction basque du Nouveau Testament effectuée par Joanes Leizarraga et d'autres pasteurs calvinistes. Dans son adresse bilingue à Jeanne d'Albret, Reine de Navarre et Dame souveraine de Béarn, Leizarraga parle de «*Heuscal-herria*» dans la version basque et de «*Pays des Basques*» dans la version française.

Quelques années auparavant, l'auteur alavais Lazarraga, dans un manuscrit récemment découvert chez un bouquiniste de Madrid, utilise par trois fois dans un poème le nom «*euskel erria*». Ces deux auteurs ne précisent pas les limites géographiques de ce pays (herri).

Ce sera chose faite en 1643, dans la préface du livre «*Gero*» (Après), sous la plume de Pedro Axular, curé de Sare, natif d'Urdax en Haute-Navarre. Celui-ci énumère les (sept) territoires qui constituent «*eskual herria*», le pays de l'euskara ou langue basque: «*Zeren anhitz moldez eta dife-*

Jean-Louis Davant

rentki mintzaten zaitiea euskal herrian, Nafarroa garaian, Nafarroa beherean, Zuberoan, Laphurdin, Bizkaian, Gipuzkoan, Alaba-herrian...» Ce sont les fameuses «*sept provinces basques*»: Haute-Navarre, Basse-Navarre, Soule, Labourd, Biscaye, Guipuscoa et Alava.



«Définition académique:
Euskal Herria (le Pays Basque)
est l'ensemble des sept
"provinces" bascophones»

Après Axular, le nom «*Euskal Herria*» est utilisé par de nombreux auteurs d'idéologies diverses, voire opposées, pour désigner le Pays Basque comme ensemble des territoires bascophones. L'Académie de la langue basque Euskaltzaindia s'est appuyée sur une abondante documentation pour définir scientifiquement «*Euskal Herria*» en mettant dans l'ordre alphabétique les (sept) terri-

toires énumérés par Axular: «*Araba, Bizkaia, Gipuzkoa, Lapurdi, Nafarroa (Beherea eta Garaia) eta Zuberoa batera izendatzeko erabil bedi beti Euskal Herria izena*». (Euskaltzaindia, le 23 juillet 2004, Abadino).

Euskal Herria (le Pays Basque) est donc l'ensemble des sept territoires historiques basques réputés bascophones. Dans la tradition littéraire, cette appellation est dénuée de toute connotation politique, son contenu est linguistique: Euskal Herria est le pays, la terre de la langue basque, pays de l'euskara. En basque classique «*Herri*» signifie en effet «*Pays*», bien que la gauche abertzale du Sud l'utilise pour dire aussi «*Peuple*». Pour désigner le Pays Basque des sept «*provinces*» comme entité politique à construire, Sabino Arana Goiri créa le néologisme «*Euzkadi*» vers la fin du XIX^{ème} siècle: aujourd'hui on écrit «*Euzkadi*».

PS: Ce texte était déjà écrit avant que n'éclate la querelle sur l'appellation (Euskal Herria/Euzkadi) à donner à la sélection basque de football. Mon but était et reste de rappeler que le nom «*Euskal Herria*» désigne traditionnellement l'ensemble des sept «*provinces*» bascophones, et non pas telle ou telle partie de cet espace bascophone.

Sur votre agenda

Azaroa:

✓ **Jeu**di 27, 20h30, HENDAIA (cinéma «*Les Variétés*»). **Vend**redi 28, 20h, BIARRITZ (cinéma «*Le Royal*»). Le syndicat LAB organise deux soirées ciné-débat autour du film documentaire: «*Fumel, de feu, de fer et de rock*» de Jacques Mitsch et Jean Christian Tassy.

✓ **Jusqu'**au 28 décembre, DONIBANE LOHITZUN (Atelier d'encadrement Corinne Laborde, 5 rue St Jean). Exposition Jean Roby «*La côte basque dans les années 60*» (huiles et pastels) et Urandia «*Le Pays Basque intérieur des années 50*».

✓ **Vend**redi 28, 21h, ANHAUZE (Salle polyvalente). Des singes et des hommes... Etat de travail du Théâtre des Chimères qui permettra de découvrir une étape du processus de création. Rens: 05 59 37 06 04. Mail: garazikus@orange.fr

✓ **Sam**edi 29, 16h, BIARRITZ (Médiathèque). Conférence de Claude Labat de l'association Lauburu: monuments et sites funéraires.

✓ **Dim**anche 30, dès 14h, BIDARRAI (à côté du Trinquet, salle chauffée). Concours de Mus organisé par Ortzazeko ikastola. Premier prix 400 euros et de nombreux autres lots. Inscriptions: 05 59 37 60 57.

✓ **Dim**anche 30, 16h30, URRUÑA (Salle polyvalente). Concert de musiciens Txalaparta (chants des élèves d'Urrugne et de Ciboure, Oskorri + banda de Legazpi), organisé par l'association Hazia et par les ikastolas du Goierri (Segura, Ordizia, Lazkao...). Au profit de l'ikastola d'Urrugne et du collège Piarres Larzabal de Ciboure. Vente de billets par avance: 8€, sur place: 10 €.

➔ (Bigarren orrialdearen segida)

zuño ere artetan? Eta gainean aipatu dugun kasuan bezala jendeak gogor ihardesten badu, marka ona da, euskaltasun zerbait bizi dela erakusten baitu. Eta hura dugu inarrosi behar.

Zaharrekin, kontuz, haatik! Gehien- goa euskalduna bada ere, zorigaitzez haustura bat baitago haien eta abertzaleen artean. Haatik, bada zaharretan euskararen atxikimendu guk uste baino handiagoa eta gazteek, zaharrei zor zaien errespetuz, haien hobeki ezagutzerat saiatu behar lukete gehiago. Eta beraz delako haustura zertan datzan? Lasterrago aitzinatu beharrez eta duela berrogei urte, omena gorenean zeukan marxismoaren eraginez, molderik bor-

Ipurdia lastoz

titzenak onartzeraino joan direla ezkerreko abertzaleak, molde horiek euskaldunentzat, gutienetik arrotzak eta gehienez ezin onartuak zirelarik...

AEBetako beltzak gu baino hobeki atera dira, bertzeen eskubide berak lortu baitituzte, indarkeriarik gabeko borrokaz, Martin Luther King ezin ahantzizkoarekin eta, zuriak ere bereganaturik, beltz bat ezarri baitute gaur munduko Estatu indartsuenaren buru, horrelaxe koroatzen dutela beren mugimendu espantagarria! Guk aldiz, bitartean, ez dugu Laborantza Ganberarik erdietsi, ez eta departamendu soil bat ere Lege Nagusiaren ahaletan eta denetarik onargarria izan zitekeelarik alta. Hori berriz ez bada gogoetagarria...

L'association humanitaire «*Lokarria — Comité de soutien au peuple basque*», membre de Pariseko Euskal Etxea (PEE) depuis 1994, apporte un soutien concret aux prisonniers politiques basques et à leurs familles. Au-delà de cette aide humanitaire, elle relaie à Paris

les campagnes qui sont menées au Pays Basque dans les domaines culturel, économique, politique et social.

Depuis environ quatre ans, Lokarria connaît de plus en plus de difficultés au niveau de ses activités au sein de PEE.

Le Comité directeur a décidé de soumettre à l'assemblée générale de janvier prochain «*la remise en cause du partenariat avec Lokarria*». Pétition à retourner à: Lokarria, 59 avenue Gabriel Péri, 93400 Saint-Ouen. lokarria@gmail.com

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Les décisions de proximité garantes du dynamisme économique 4 à 9
 - LAB présente à l'élection des Prud'hommes 10
- Cahier n°2 «*Alda*» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chahou à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr